



Plus que jamais **NON** à la disparition de l'EPST IRD ! Mobilisons-nous dès la rentrée

La PDG de l'IRD a transmis ce matin à tous les agent·es de l'IRD la lettre de mission qui lui a été adressée par les ministères MESRE et MEAE pour "mener à bien le rapprochement" entre l'IRD et le CNRS. Cette lettre a également été adressée au PDG du CNRS et ses grandes lignes ont déjà été diffusées dans la presse payante hier. **La communication de la présidence de l'IRD arrive toujours après les informations données dans les médias, pour nous mettre devant le fait accompli. Et ils appellent cela "dialogue social" et communication** (décriée précédemment comme inégale par nos syndicats) !

Une mission de préfiguration est lancée depuis le 27 juillet ; Michel Eddi a été nommé chargé de mission pour cette action par les tutelles ministérielles. Pourtant la PDG a bien confirmé avoir eu vent du projet de 'rapprochement IRD-CNRS' depuis le 21 avril 2026. Cette mission a pour objectif de :

- "Proposer une organisation cible pour le nouvel ensemble et son implantation "
- "Identifier les étapes intermédiaires nécessaires pour assurer une 'transition fluide' [...] avec une première étape importante pour le rapprochement au premier janvier 2027"
- "Établir un calendrier détaillé des actions à mener."

La PDG considère comme actée la disparition de l'IRD en tant qu'EPST, tout en souhaitant une autonomie budgétaire et scientifique, et maintenir la 'marque IRD', ce qui est irréaliste. Ainsi, alors que la mission de préfiguration devra rendre ses conclusions en mars 2027, les choses seront déjà fortement engagées dès janvier 2027. Cela laisse à peine quelques mois pour un soi-disant "dialogue social", envisager des "solutions pour atténuer les effets" d'un tel rapprochement IRD-CNRS qui cache bien son nom (restructuration), apporter la preuve de l'efficacité du service rendu par le rapprochement, et respecter la réglementation en vigueur*.

Nous notons que la lettre de mission indique que **l'efficacité est déclarative ce qui a été confirmé par la PDG de l'IRD** : elle n'est prouvée par aucun document précis et chiffré car aucune étude économique, organisationnelle et d'impact sur les agents de l'IRD et du CNRS n'a été réalisée. Aucun montant n'est indiqué pour estimer l'économie d'échelle ; pire, les tutelles indiquent clairement que l'IRD et le CNRS sont deux EPST complémentaires aux niveaux scientifique et diplomatique. **L'Etat se déclare donc "efficace" quand il le souhaite sans en apporter la preuve et surtout semble supprimer des organismes complémentaires et non en doublon. Quelle cohérence !**

Tout ceci est dogmatique et politique. L'Etat a multiplié les appels à projets (guichets) et notamment les PEPR, reprochant désormais au système de recherche publique français d'être illisible et trop coûteux. **Mais de qui se moque-t-on?**

*Code Général de la Fonction Publique. <https://www.legifrance.gouv.fr/codes/id/LEGISCTA000044426118/2022-03-01>

Nous avons écouté patiemment la PDG pendant plus d'une heure faire son discours d'impuissance et de résignation, et sans aucune remise en question de son bilan. Nous lui avons posé des questions sur sa lettre de mission auxquelles elle et son cabinet n'ont pas répondu ou indiqué « que ce sera à la mission de préfiguration d'y répondre ». Nous lui avons rappelé notre attachement à l'IRD en tant qu'EPST que nous défendrons jusqu'au bout. Nous avons également dénoncé son incapacité à garantir un dialogue social constructif alors qu'elle a appelé à l'union sacrée. **Aucun calendrier n'a été annoncé, tout est flou mais sans doute déjà bien acté en coulisses.**

Chères et chers collègues, de tout statut, de toutes les délégations et représentations, chères et chers partenaires (universités, autres EPST, EPIC, etc...) rien n'est encore signé !

L'IRD peut encore rester un EPST autonome mais doit être repensé, avec une nouvelle direction générale et scientifique, pour plus d'efficacité réelle et assurer de meilleures conditions de travail, afin d'accompagner les sociétés dans leur transition socio-écologique, indispensable pour que nos enfants et les futures générations puissent vivre dans de bonnes conditions.

Le gouvernement avec l'absence d'opposition de la direction générale de l'IRD depuis ces dernières années, a conduit notre institut, nos emplois, nos conditions de travail et nos missions au bord d'un abîme sans fond. Même le HCERES dans ses deux derniers rapports avait alerté sur les défaillances de la gouvernance, de la direction scientifique et l'absence d'un dialogue social de qualité. Si pour la PDG, ses propres lignes rouges ont été respectées par les ministères, il n'en est rien pour notre ligne rouge qui est de préserver l'IRD comme EPST. Nous ne faisons pas confiance à cette direction générale pour défendre nos intérêts, nos missions et nos emplois.

Il est encore temps de se battre pour éviter la disparition de l'IRD. Soyez actrices/acteurs de votre avenir !

En septembre, nos syndicats appelleront à plusieurs modes d'actions massifs pour défendre l'IRD comme EPST, et l'ESR en général (mobilisation des agents, des DU, des CS, des sections/CSS, etc...). La disparition de l'IRD comme EPST n'est qu'une première étape dans le plan du gouvernement. Luttons toutes et tous ensemble, de manière transversale à l'ESR (des EPST aux universités en incluant les EPIC) pour maintenir un modèle indépendant de recherche publique, dont les libertés académiques ne sont pas remises en cause, et en capacité de répondre aux défis mondiaux pour que les sociétés puissent s'adapter aux changements, prévenir les nombreux risques et se développer de manière soutenable. Défendons ensemble le maintien de l'IRD comme EPST !

Nous comptons sur vous toutes et tous !

SNCS-FSU@IRD.FR, SNTRSCGT@IRD.FR, SUD-RECHERCHE@IRD.FR